

Les Canadiens jouissent du deuxième niveau de vie au monde et d'une qualité de vie que tous nous envient. Et c'est comme pays uni que nous sommes parvenus à ce résultat. C'est même, en grande partie, parce que nous sommes un pays uni.

Unité et prospérité vont de pair. Notre prospérité est rehaussée par le fait que nous travaillons ensemble dans un pays uni, de la même façon que notre unité est renforcée par la vigueur de notre économie.

Nous pouvons être très fiers de ce que nous avons réalisé, mais nous ne pouvons nous laisser aller à la complaisance. Il ne suffira pas de compter sur les éléments qui ont contribué à notre succès dans le passé pour assurer notre réussite future, dans un monde de plus en plus compétitif.

La réussite veut dire une plus grande prospérité pour chaque Canadien. Et la clé de la prospérité est l'augmentation de notre productivité.

La productivité est fonction des investissements consentis, de la qualité de nos compétences et de nos ressources naturelles ainsi que de l'efficacité avec laquelle nous nous servons de tous ces éléments pour produire les biens et les services que nous consommons chez nous et vendons à l'étranger.

Une plus grande productivité veut dire plusieurs choses. Elle signifie des salaires plus élevés. Elle signifie un meilleur rendement pour les économies et les investissements des Canadiens. Elle signifie aussi de meilleures pensions et des soins de santé améliorés, ainsi qu'un meilleur soutien du revenu des chômeurs et des travailleurs à faible revenu. Elle signifie que nous avons plus de moyens—tant comme pays que comme particuliers.

L'augmentation de la productivité n'est pas une fin en soi, c'est un moyen d'améliorer notre niveau de vie et de multiplier les possibilités qu'ont les citoyens de profiter des avantages de la prospérité.

Des voix: Bravo!

M. Schneider: Aujourd'hui, quand nous regardons ce qui se passe à l'étranger, nous voyons nos concurrents prendre les mesures nécessaires pour augmenter leur productivité. Nous les voyons éliminer les obstacles au commerce, investir dans la technologie de pointe ainsi que privilégier les mathématiques et les sciences.

Quand nous regardons ce qui se passe ici, nous voyons des barrières au commerce entre les provinces, qui font que nous sommes moins efficaces que nous pourrions l'être.

Le discours du Trône

Nous voyons un effort de recherche et de développement inadéquat. Nous voyons les employeurs canadiens consacrer cinq fois moins d'argent à la formation que leurs homologues japonais et huit fois moins que les Allemands. Les Canadiens sont conscients que nous devons en faire autant, ou payer le prix de notre inaction.

Nous voyons que quatre adultes sur dix ne peuvent pas lire et calculer suffisamment bien pour s'acquitter de leurs tâches quotidiennes. Nous voyons trois élèves sur dix abandonner leurs études. Et nous savons que nous pouvons faire mieux.

Depuis 1984, le gouvernement fédéral s'efforce de mettre en oeuvre une stratégie destinée à améliorer la compétitivité du Canada. Par ses budgets successifs, le gouvernement a pris des mesures visant à restaurer l'équilibre fiscal de façon à créer un milieu macroéconomique favorable à l'investissement et à la création d'emplois.

Et cette stratégie a fonctionné. Au cours des six dernières années, le Canada est, parmi tous les pays industrialisés, celui qui a créé le plus d'emplois. Par ailleurs, les investissements privés de source étrangère ont atteint des niveaux sans précédent depuis trois ans.

Le gouvernement a aussi institué un train de réformes structurelles qui a fait de nous un pays plus efficace et plus productif.

Grâce à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, nous avons trouvé de nouveaux débouchés et obtenu pour nos produits une plus grande sécurité des marchés. Grâce à la réforme de la réglementation et à la privatisation, nous nous sommes dotés d'un marché intérieur plus concurrentiel et plus productif. Grâce à la réforme de la fiscalité et à la TPS, nous avons institué un régime fiscal plus juste et plus sûr et qui appuie davantage notre croissance économique.

Ces réformes structurelles se traduiront par une hausse de 0,6 p. 100 du taux de croissance de notre productivité durant les cinq prochaines années.

À eux seuls, l'ALE et la TPS accroîtront de 5 p. 100 le produit intérieur brut réel du Canada quand ils seront complètement en place. Cela représente plus de 900 \$ par Canadien—hommes, femmes et enfants—en dollars d'aujourd'hui.

Les débouchés sur le marché n'apparaissent pas par enchantement. Il faut prendre des mesures pour les créer. Le gouvernement favorise les secteurs de la fabrication et des affaires à divers moments, lorsqu'il redistribue les ressources économiques du pays.

Je me reporte à des initiatives comme le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et la FED-NOR, du nord de l'Ontario. Comme nous le savons tous,